



Clotilde Champeyrache

Sociétés du crime

Un tour du monde
des mafias

Biblis

Clotilde Champeyrache

Sociétés du crime

Cosa nostra sicilienne, *camorra* napolitaine, *'ndrangheta* calabraise, *sacra corona unita* pouillaise, mais aussi *triades* chinoises, *yakuzas* japonais, *vory v zakone* russes...

Les mafias dépassent de loin la criminalité ordinaire.

Constituées en sociétés du crime au sein même de la société, aucune activité illégale ne leur échappe, tandis qu'elles se lient au politique, s'insinuent dans l'économie légale.

Aujourd'hui, ces États dans l'État se mondialisent, et représentent une part importante du système financier international. Le crime, le sang, la loi du silence restent néanmoins leur loi essentielle.

C'est cette alliance entre archaïsme et modernité qui est ici dévoilée dans un panorama des mafias, où le récit et le portrait viennent compléter l'analyse.

Auteur de très nombreux articles sur l'économie du crime, Clotilde Champeyrache est maître de conférences à l'université Paris VIII.

10 € prix valable en France
ISBN : 978-2-271-07252-8



9 782271 072528

www.cn

SOCIÉTÉS DU CRIME/
CHAMPEYRACHE C.
SYP 52

PRIX ÉDITEUR

10,15 EUR



9 782271 072528

STRATEGIE

*9445 125316 02414165 020555 24 LEU

Table des matières

Introduction générale	7
-----------------------------	---

Première partie

LA MAFIA, DU MOT AUX MYTHES

Chapitre premier. Une profusion d'étymologies	19
Les étymologies « siciliennes » ou la mafia comme forme de beauté	20
Les étymologies d'origine étrangère ou l'improbable racine arabe	23
Les étymologies « historicisées » ou la mafia comme résistance à l'occupation étrangère.....	25
Mafia : un terme que les mafieux n'utilisent pas.....	28
Camorra et 'ndrangheta : une même confusion étymologique	31
Chapitre 2. Des mythes justificateurs	35
Les Beati Paoli.....	36
Osso, Mastroso et Carcagnosso.....	40
Le cinéma au service de la mafia	43
L'Honorable société et ses hommes d'honneur.....	46
Une défense de la « sicilianité ».....	53
Le discours de la dénégation ou de la banalisation.....	56
La mafia : une option prestigieuse aux yeux de la jeunesse locale.....	59
Sur l'ancienne et la nouvelle mafia	61
Chapitre 3. Une organisation structurée	69
Cosca, famille et Coupole.....	71
Des codes et des règles	82
Le langage de la mafia : économie de mots, profusion de symboles.....	90
Le contrôle du territoire.....	95

Deuxième partie

PETITE HISTOIRE DE LA MAFIA

Chapitre 4. Les proto-mafieux de la Sicile féodale	103
Les <i>fratellanze</i> , ancêtres de la mafia	103
L'abolition du féodalisme : entre protection privée, gardes armées et monopole de la violence.....	105
Incursion en terre napolitaine.....	111

Chapitre 5. L'Unité italienne	115
La mafia alliée de Garibaldi?.....	115
Désordres et police privée.....	116
Une secte nommée mafia : premières préoccupations officielles.....	118
La mafia : force électorale de l'Italie libérale.....	121
L'affaire Notarbartolo.....	125
Incursion en terre napolitaine.....	128
Preuves discrètes de l'existence de la 'ndrangheta.....	133
Chapitre 6. La mafia, cible du fascisme et acteur de la libération	135
L'incompatibilité entre deux tyrannies : fascisme et mafia.....	135
Cesare Mori, le préfet de fer « à couteaux tirés contre la mafia ».....	137
La mafia dans les bagages de l'armée américaine.....	143
Incursion en terre napolitaine.....	150
Chapitre 7. Dernières évolutions	157
'Ndrangheta : montée en puissance de la plus discrète des organisations mafieuses italiennes.....	157
Camorra : la sanglante exubérance de la plus anarchique des organisations mafieuses italiennes.....	163
Cosa nostra en guerres : l'inquiétant silence de la recomposition sicilienne.....	171

Troisième partie

LES MULTIPLES RÔLES DE LA MAFIA

Chapitre 8. Protection et intermédiation	183
La protection ou le monopole de la violence.....	184
L'intermédiation sur les activités économiques.....	187
L'intermédiation ou le contrôle mafieux de la distribution des ressources..	189
Polyvalence du mafieux : de médiateur à juge.....	192
L'arbitraire de la protection et de l'intermédiation mafieuses.....	197
Chapitre 9. Drogue et autres activités illégales	205
L'articulation des activités illégales avec les activités traditionnelles.....	207
L'Honorable société cède aux sirènes du trafic de drogues.....	210
L'humain marchandise.....	218
L'écomafia : le business écologique.....	219
La contrefaçon, business napolitain.....	228
Les fraudes aux aides publiques.....	233
Chapitre 10. La participation à l'économie légale	235
Les enjeux de la légalité pour la mafia.....	237
Cosa nostra, société anonyme.....	242
Main basse sur les entreprises.....	248
Marchés de prédilection.....	253
L'extinction programmée de l'entrepreneur non mafieux.....	258
Le brouillage de la frontière entre légalité et illégalité.....	268

Chapitre 16. Gangsters, brigands, bandits... : quand la criminalité n'est pas de la mafia	393
Le mafieux n'est pas un brigand	394
Le mafieux n'est pas un gangster	397
Le mafieux n'est pas un oligarque ou un criminel en col blanc.....	398
La corruption n'est pas l'apanage de la mafia	403
La mafia n'a pas de chef charismatique	406
La mafia n'est ni révolutionnaire, ni terroriste	407
On ne choisit pas d'être mafieux, la mafia vous choisit.....	410
 Conclusion générale	 411
 Bibliographie	 415
 Table des encadrés et des tableaux	 421
 Index	 423

Gangsters, brigands, bandits... : quand la criminalité n'est pas de la mafia

Mafia figure assurément parmi les mots dont l'usage est quotidiennement galvaudé. D'utilisation facile, très connu du grand public, banalisé par le cinéma hollywoodien, le mot est volontiers employé, notamment par les hommes politiques et les journalistes. Il désigne alors indifféremment toutes sortes de comportements illégaux ou à la limite de la légalité ; il peut servir aussi – dans le cadre politique – à désigner des adversaires politiques dont on désapprouve les agissements ou que l'on souhaite tout simplement discréditer. Il arrive même qu'on l'emploie au sujet d'affaires d'enrichissement illicite réalisé par un individu – comme pour les oligarques russes ou pour l'Algérien Khelifa, affaires sur lesquelles nous reviendrons par la suite – méprisant ainsi l'essence de ce qu'est une mafia, à savoir une association de criminels. Finalement, les termes criminalité (plus ou moins organisée) et mafia sont devenus dans la bouche, sous la plume et dans l'esprit de beaucoup totalement assimilables et interchangeables. Il n'en est rien, comme le montrent les chapitres précédents de cet ouvrage. S'il est vrai qu'il serait stérile d'adopter une position « puriste » en soutenant qu'il n'existe de mafia que Cosa nostra en Sicile, il est dangereux de banaliser le terme de mafia. Il existe des mafias non siciliennes et non italiennes : c'est le cas en Russie, en Chine et au Japon, sans doute également ailleurs. Mais, encore et toujours, il faut rappeler que toute criminalité organisée n'est pas de la mafia. Cela est crucial, car les spécificités de la mafia en font une criminalité particulièrement difficile à combattre. Aucun territoire passé sous contrôle mafieux n'a encore été entièrement reconquis

par l'État de droit. Étant donné ces spécificités identifiées, il faut élaborer et mettre en œuvre des outils particuliers pour répondre aux défis tout aussi particuliers posés par la mafia, en particulier en ce qui concerne l'infiltration dans l'économie légale et la légitimité sociale construite par la mafia à travers le contrôle exercé sur les territoires et les populations locales. Refuser d'employer le terme mafia lorsqu'on évoque, par exemple, le cas français ne signifie pas se voiler la face ou faire preuve de légèreté : il existe en France de la criminalité organisée, du grand banditisme, mais ces manifestations criminelles – qui restent préoccupantes et nécessitent d'être combattues – ne présentent pas les caractéristiques constitutives de la mafia. Il convient aussi d'ajouter, en particulier pour les incondtionnels du *Parrain*, que le fait qu'un pays n'ait pas de mafia sur son territoire n'est pas une tare, au contraire ! Lorsque des spécialistes de mafia refusent de parler de mafia dans tel ou tel cas de criminalité organisée avérée, il n'est pas rare qu'ils soient confrontés à des réactions presque déçues voire contestatrices : chacun semble vouloir avoir une mafia en son pays, et chacun de dénoncer la corruption, les « affaires », les pots-de-vin et autres scandales réels ou fantasmés. Il est en réalité possible de compter les mafias dans le monde sur les doigts des mains et cela doit être un motif de réjouissance pour tous. L'objectif de ce chapitre est de montrer que toute criminalité, même organisée, n'est pas de la mafia. Nous l'illustrerons à partir de cas concrets où la presse, notamment, a utilisé le terme à très mauvais escient.

LE MAFIEUX N'EST PAS UN BRIGAND

L'ethnologue allemand Henner Hess est sans doute le premier à avoir clairement établi une distinction entre brigandage, rapine et mafia dans un ouvrage consacré à « l'origine, au pouvoir et au mythe » de la mafia dans le cas italien (Hess, 1973, p. 9-20). Si le livre date, l'analyse reste largement pertinente et mérite d'être synthétisée ici. Avant cet ouvrage, la confusion entre les termes était en effet grande notamment parce que, historiquement, le sud de l'Italie a été frappé simultanément par le brigandage et les activités de la mafia.

Henner Hess commence par distinguer les traits caractéristiques du brigand symbolisé par le mythe de Robin des bois. Ces traits sont regroupés en deux catégories relatives aux facteurs expliquant qu'un individu choisisse (la notion de choix est importante, nous y reviendrons) le brigandage, d'une part ; au comportement du brigand, d'autre part. L'auteur identifie six raisons pour lesquelles un individu se met au ban¹ de la société ; certaines sont propres au contexte italien, d'autres sont tout à fait généralisables. Ces motivations sont les suivantes :

– la nécessité de se soustraire à la coercition étatique suite à des actions contraires à la loi mais fidèles à des normes subculturelles (c'est le cas traditionnel de la « prise du maquis » pour des vendettas en Italie du sud, comme en Corse ou en Albanie) ;

– un état de fuite ;

– une menace de persécution (par la population ou par les forces de l'ordre, pour des motifs politiques, religieux ou autres) ;

– un désir de vengeance engendré par des injustices subies de la part de l'État ou de l'employeur ;

– en Italie, après 1860, la déception éprouvée par les anciens combattants de Garibaldi ainsi que les ex-soldats des Bourbons mécontents de l'évolution politique ;

– le désir de se soustraire au service militaire imposé par le nouvel État unitaire (dans un cadre plus général que celui italien, cela peut correspondre à toute autre obligation imposée par un État et perçue comme non légitime ; c'est le cas des objecteurs de conscience lorsque ce statut n'est pas reconnu légalement et devient désertion).

Le brigand est, selon Henner Hess, fortement lié à la société paysanne qu'il va défendre. Le brigand, dans sa version romantique et idéalisée, est celui qui combat et protège, qui prend aux riches pour donner aux pauvres et ne tue que pour se défendre. La réalité peut être moins chevaleresque mais le profil du brigand reste marqué par le contact maintenu avec sa famille et avec sa terre. Le brigand peut aussi trouver un appui auprès d'éléments corrompus

1. Le mot bandit dérive justement de cette notion de mise au ban, d'exclusion de la société et de refus de ses lois, attitude qui n'est clairement pas celle du mafieux bien inséré dans les hautes sphères de la société.

des organes coercitifs de l'État. Si le brigand choisit seul sa marginalisation, il ne reste pas isolé et rejoint rapidement un groupe de bandits constitué autour d'un chef charismatique. Si ce dernier vient à disparaître, le groupe se disperse, ses membres rejoignent d'autres groupes ou en constituent un nouveau autour d'un nouveau chef mais rien ne garantit, à la différence de la mafia, une continuité dans le temps du groupe. D'ailleurs, il ne semble pas qu'il y ait de rituel d'initiation pour faire entrer un brigand dans un groupe. Le brigand se distingue du voleur – mais là l'analyse de Henner Hess semble moins convaincante – parce que ce dernier serait une émanation de la société urbaine. Le voleur pratique alors le vol comme une véritable activité professionnelle bien qu'illégale et ses motivations n'ont rien d'idéologique.

Pour Hess, les historiens assimilent parfois brigands et mafieux mais rien ne rassemble ces deux catégories : mafia « devint synonyme de brigandage, de camorra, de rapine, sans être aucune de ces trois choses ou états de chose, puisque le brigandage est une lutte ouverte contre les lois sociales, la camorra un gain illicite sur les transactions économiques, la rapine concerne une catégorie de personnes vulgaires et très communes, habituée au vice et qui s'adresse à des personnes de peu de compte » (Hess, 1973, p. 16). Si la façon dont Hess distingue brigandage, rapine et mafia est en partie contestable car la façon dont il l'exprime tend à rejoindre l'approche apologétique de la mafia comme forme élitiste de criminalité, la nécessité de bien établir cette distinction est juste et ne doit en aucun cas être perdue de vue. La différence principale qui synthétise l'essence de l'opposition entre le mafieux et le brigand réside probablement dans le rapport à la justice et à la société civile. Le mafieux ne se cache pas et cherche à occuper une place parmi les élites locales ; par rapport à la justice, il vit dans une relation de confrontation où il doit montrer qu'il est le plus fort : la carrière proprement dite d'un mafieux démarre généralement lorsque, inculpé et traduit en justice, il est relaxé pour insuffisance de preuves, là débute le respect et la crainte nécessaires à l'exercice de son pouvoir territorial. À l'opposé, le brigand s'inscrit en rupture avec la société qui elle-même le rejette aussi ; face à la justice, le brigand choisit la fuite, le maquis. Preuve encore que mafieux et brigands ne partagent pas les mêmes principes, certains mafieux à la fin du

XIX^e siècle n'hésiteront pas à collaborer avec les carabiniers – au mépris du code de l'honneur... – afin de faciliter l'arrestation de bandits.

LE MAFIEUX N'EST PAS UN GANGSTER

Si le mafieux n'est pas un brigand ou un voleur de grands chemins, il n'est pas non plus un gangster comme le cinéma nord-américain semble les apprécier. Là aussi la réflexion de Henner Hess (1973, p. 211-226) aide à comprendre ce qui, dans les caractéristiques du mafieux et du gangster, les rend irréductibles l'un à l'autre. Même si pour Hess le mafieux « nouveau » tend à évoluer vers la figure du gangster, le « vieux » mafieux continuant, seul, à incarner les caractéristiques traditionnelles. Comme dans le cas de l'opposition entre brigand et mafieux, on peut reprocher à Hess une vision finalement en partie idéalisée du mafieux, très proche de la rhétorique fallacieuse sur l'ancienne et la nouvelle mafia vue au chapitre 2.

Dans la typologie de Henner Hess, le mafieux endosse notamment les caractéristiques suivantes. Globalement, il s'affirme dans une société où l'État est faible et où l'agriculture domine. Mais ce sont d'autres aspects énoncés par Hess qui sont plus pertinents et instructifs : le mafieux instaure un système juridique d'auto-justice et trouve une légitimation morale auprès de la population. Il s'appuie sur des relations interpersonnelles et établit des connivences avec la politique à travers le contrôle des votes. Le mafieux exerce une profession légitime, y compris pour améliorer ses perspectives de profit. Il aspire au rôle de bienfaiteur respecté et a besoin, pour ce faire, de la reconnaissance générale. Son attitude consiste à ne pas faire étalage de son pouvoir pourtant bien réel mais, au contraire, à afficher humilité et simplicité, ce qui lui vaut le respect de ses concitoyens. Le gangster ne cadre pas avec cette description. Il s'affirme même lorsque le pouvoir étatique est bien établi et fonctionne bien, dans le cadre d'une société industrielle de consommation de masse. À la différence du mafieux, il ne cherche pas une légitimation sociale et les relations qu'il entretient avec la politique sont celles reductibles à l'appui visible apporté à un candidat ainsi que celles liées à la

corruption afin de favoriser les affaires. Le gangster ne cherche pas à être connu et reconnu de tous ; il n'est connu personnellement que dans le cercle restreint des relations d'affaires. Enfin, et surtout, le gangster exhibe son statut et sa richesse dans l'ostentation et dans des habitudes de consommation luxueuses : belles voitures, vêtements de marque, bijoux en or et jolies femmes auréolent de gloire le gangster.

D'après Henner Hess, le mafieux, à la base très différent du gangster, tendrait peu à peu à lui ressembler. Cela serait dû à une évolution interne de la mafia ainsi qu'à l'évolution des sociétés, notamment celle sicilienne, de l'agriculture à l'industrie. Si l'on regarde avec plus de recul le comportement du mafieux sicilien, on peut considérer que les « prédictions » de Hess ne se sont pas réalisées. Cosa nostra a investi sans difficulté les villes et n'y a pas perdu son âme. Il n'est qu'à voir le comportement des chefs mafieux, notamment lors de leur arrestation le cas échéant, pour comprendre que l'esprit strass et paillettes n'a pas gagné la mafia, au moins extérieurement car rien n'empêche que leurs maisons-bunkers soient parfaitement équipées et aménagées. Quant au gangster, même s'il agit au sein d'une association criminelle, il ne peut être assimilé à un mafieux dans la mesure où son pouvoir s'établit dans la sphère illégale et n'en dépasse pas les frontières : le gangster ne cherche pas à contrôler le territoire et à conditionner la vie des populations locales ; s'il exerce aussi une activité légale, c'est uniquement pour s'assurer une couverture et, en aucun cas, pour infiltrer l'économie légale en perturbant les règles de fonctionnement.

LE MAFIEUX N'EST PAS UN OLIGARQUE OU UN CRIMINEL EN COL BLANC

Oligarque est devenu un terme très prisé dans la Russie de Eltsine puis de Poutine où il est régulièrement employé comme synonyme de mafieux. Il est utilisé pour désigner des hommes d'affaires – un temps adulés par le régime de Eltsine puis tombés en disgrâce – qui ont accumulé une richesse colossale en profitant de la perestroïka et du passage à l'économie de marché pour constituer des empires industriels grâce à la privatisation des

sociétés d'État. Ces fortunes ont été constituées dans un contexte de vide juridique pendant la transition ; certains oligarques ont profité, dans les limites de la légalité, de leurs connaissances et amis dans les plus hautes sphères du pouvoir, d'autres ont « aidé la chance » en ayant recours à la corruption et en détournant de l'argent.

Parmi les oligarques les plus connus de Russie figurent Roman Abramovitch, Mikhaïl Khodorkovsky et Boris Berezovsky. Le parcours de chacun d'eux mérite d'être résumé.

Roman Abramovitch n'est, au départ, que mécanicien dans une entreprise moscovite du bâtiment. Il profite des nouvelles dispositions introduites par la perestroïka pour créer une coopérative, Uyut, dans le secteur de la fabrication de jouets. Avec le passage au capitalisme Abramovitch devient trader : il achète en Russie du pétrole à bas prix pour le revendre cher à l'exportation. En 1992, il connaît ses premiers démêlés avec la justice pour le détournement d'un train chargé de millions de litres de pétrole qui, au lieu d'être vendus à l'étranger, sont revendus à l'armée russe avec de faux documents. Abramovitch est cependant blanchi. Il reprend alors ses juteuses affaires financières et rencontre Boris Berezovsky, l'homme qui lui facilitera les contacts avec l'État.

Le 24 août 1995, Eltsine crée Sibneft, géant russe des hydrocarbures, qui regroupe les quatre entreprises d'État du secteur. Abramovitch et Berezovsky saisissent l'opportunité offerte par cette privatisation. Ils œuvrent alors à la concentration du secteur des hydrocarbures : pour cela, ils « suggèrent » au Premier ministre russe la fusion des principales entreprises du secteur en échange de leur soutien médiatique² et financier pour les prochaines élections. Lorsque Sibneft est privatisé en 1995, ils se portent acquéreurs et remportent les enchères en proposant autour de cent millions de dollars, ce qui leur assure 49 % du capital, le reste demeurant aux mains de l'État. Ce dernier va peu à peu se désengager et Abra-

2. Boris Berezovski est un grand patron des média et possède la chaîne ORT, l'une des plus importantes de Russie, ainsi que le journal économique *Kommersant*.

movitch va finalement se retrouver avec 73 % du capital, suite au rachat des parts de Berezovsky. Abramovitch se lance aussi dans l'aluminium où il devient l'un des premiers producteurs mondiaux avec la firme Rusal. D'autres opérations lui assurent des profits énormes. Détenteur de plus de 70 % du capital de Gazprom, la vente des parts en septembre 2005 lui rapporte 13 milliards de dollars. En mai 2006, il achète 41 % des parts de Evraz, l'un des trois premiers groupes de la sidérurgie russe. À la fin de la même année, Evraz, pour 1,8 milliards d'euros, s'empare du groupe américain Oregon Steel. Ce rachat fait l'objet d'une enquête du Trésor américain. Abramovitch est aussi propriétaire du club de football Chelsea et a exercé plusieurs mandats politiques en tant que gouverneur de province.

Mikhaïl Khodorkovsky fait également partie de ces oligarques qui ont commencé à s'enrichir grâce à la perestroïka puis n'ont cessé de faire croître leurs gains grâce à des investissements fructueux. Le coup de maître de Khodorkovsky date de 1995 lorsqu'il rachète le groupe Ioukos pour 360 millions de dollars au lieu des 27 milliards estimés. Ces conditions plus que favorables ont été obtenues avec le soutien de Boris Eltsine. Le vent tourne en juillet 2003 lorsque Platon Lebedev, numéro deux du groupe, est arrêté. En octobre, c'est le tour de Khodorkovsky qui démissionne alors de Ioukos. Jugé en 2005, il est condamné en mai à neuf ans de prison ferme dans une colonie pénitentiaire sibérienne extrêmement dure et habituellement réservée aux criminels de sang les plus dangereux. Son arrestation et sa condamnation restent empreintes d'arbitraire. Certains journalistes et défenseurs des droits de l'homme – dont Amnesty International – y voient un retour de bâton suite à l'aide que Khodorkovsky, comme d'autres oligarques, aurait apportée à Eltsine dans sa carrière politique lui demandant en retour de fermer les yeux sur leurs manœuvres parfois à la limite de la légalité.

Le parcours de Boris Berezovsky débute comme celui de ses confrères oligarques : un premier enrichissement avec la perestroïka puis des entrées auprès de Eltsine et ses proches. Cela lui permet d'acquérir à des prix très sous-estimés des parts au moment de la privatisation de plusieurs entreprises dont AutoVAZ, Aeroflot et des sociétés dans le secteur des matières premières. Ses investissements portent aussi sur les médias où il

créée des holdings afin de contrôler la chaîne la plus diffusée en Russie, ORT, ainsi que plusieurs quotidiens. Ces médias sont mis au service de la campagne présidentielle de Eltsine en 1996. Berezovsky se présente alors comme un fervent partisan de l'économie de marché et de la libéralisation à cadence accélérée. Il investit l'arène politique et réussit à devenir député en 1999 dans une région du Caucase où peu de personnes se souviennent l'avoir un jour vu. Toujours en 1999, il obtient avec d'autres la nomination de Vladimir Poutine, jusqu'alors peu connu, au poste de Premier ministre. Mais lorsque ce dernier devient, en 2000, président suite à la démission surprise de Eltsine, il ne fera pas preuve de gratitude, bien au contraire.

Poutine réclame une enquête sur l'enrichissement de Berezovsky. La justice russe l'accuse de fraude généralisée et de corruption. L'entrée dans le capital d'Aeroflot est particulièrement visée. Depuis octobre 2001, afin d'échapper au sort de Khodorkovsky, Boris Berezovsky, alias Platon Elenine, vit en exil à Londres et dans le sud de la France. Il a été contraint de vendre plusieurs holdings et l'État russe a repris le contrôle de ses deux chaînes de télévision ORT et, moins connue, TV6.

En quoi ces oligarques ne peuvent-ils pas être qualifiés de mafieux ? Les raisons sont multiples qui vont du contexte historique spécifique, à la non appartenance à une organisation en passant par l'absence d'entreprises illégales à la base de l'enrichissement de ces oligarques ; leur principal tort a souvent été de s'enrichir là où le reste de la population s'appauvissait.

Le cas des oligarques russes mérite d'être replacé dans son contexte économique et politique, non pas pour faire des oligarques des enfants de cœur mais pour mieux en comprendre les agissements. Dans les trois exemples cités, mais cela vaut pour l'ensemble des oligarques, le début de l'ascension économique coïncide avec la perestroïka et les nouveaux espaces de liberté économique que Gorbatchev a su ouvrir. Au départ donc, les oligarques sont simplement des citoyens se distinguant par un esprit d'initiative et d'entreprise plus marqué que chez leurs concitoyens. Rien de répréhensible à cela. Survient ensuite le passage véritable à l'économie de marché et c'est là que la frontière entre comportement légal et illégal se brouille fortement. La transition s'accompagne d'un vide juridique : l'ancien système socialiste n'est

pas encore totalement détruit, le nouveau système capitaliste pas encore complètement en place et, comme pour toute transition, le problème de la définition et de l'adoption de nouvelles institutions adaptées au nouveau système est important. C'est dans cette phase de forte incertitude que se créent des fortunes sur des bases parfois contestables. De véritables mafieux entrent dans le jeu de la privatisation mais aussi des agents non mafieux. Ces derniers poursuivent un but : s'enrichir. Ils savent que pour le faire, il faut agir vite, quitte à négocier quelques arrangements avec les autorités. En particulier, surtout lorsque l'on sort à peine d'un régime socialiste planifié, rien ne peut se faire sans passer par l'État. Tout homme d'affaires pour continuer sa carrière doit avoir ses entrées auprès des hommes politiques influents. Là, il est à noter que le pouvoir russe s'attaque aux oligarques qu'il a pourtant longtemps protégés. La tendance de l'État et de la justice russes est de faire tomber toutes les fautes sur les seuls oligarques qui auraient été les corrupteurs et les pilleurs de l'économie nationale. C'est oublier que les oligarques ne jouaient pas seuls et qu'il est fort possible que l'offre de corruption soit d'abord venue des politiques et que les hommes d'affaires, peu scrupuleux et avides de profit, aient accepté un sombre marché. Mais il est certain que les hommes politiques d'alors ne sont pas les victimes des oligarques et qu'un véritable procès devrait les voir aussi sur le banc des accusés.

Autre élément faisant tomber la thèse des oligarques mafieux : il n'y a aucune trace d'existence d'une association criminelle derrière les agissements des oligarques ; or il ne saurait y avoir de mafieux sans mafia. Les oligarques agissent seuls et ne sont pas mandatés par une association les chapeautant. L'enrichissement qu'ils visent et ont atteint est avant tout un enrichissement personnel, individuel, qui ne sera jamais mutualisé entre les membres d'une hypothétique mafia. Lorsqu'ils sont mis en accusation et jugés, les oligarques ne le sont jamais en tant que membres d'un réseau criminel. Même lorsque leurs chemins se croisent, comme ce fut le cas pour Abramovitch et Berezovsky, ce n'est que sur la base d'un intérêt commun ponctuel et non pas sur une base associative de longue durée. Les chemins se séparent à nouveau dès lors que de nouvelles perspectives de profits se dessinent pour l'un et pour l'autre. Le fait que le vent puisse tourner si brusquement pour

eux et qu'ils puissent se retrouver enfermés dans les pires conditions carcérales est encore une fois la preuve de leur faiblesse en tant qu'individus non organisés. D'ailleurs, à la différence des mafieux, les oligarques ne bénéficient pas de soutien dans la population. Ils sont plutôt considérés comme les responsables de tous les malheurs économiques, une version que le pouvoir russe s'empresse d'entretenir puisque cela détourne les regards de sa propre responsabilité en la matière.

Enfin, aux antipodes du mafieux, l'oligarque ne vise que les entreprises légales. Nul ne souhaite se lancer sur des marchés illégaux, bien plus dangereux et où il ne ferait pas le poids justement parce que ce sont fondamentalement des hommes seuls. Si fraude il y a, elle s'inscrit dans le registre de la criminalité en col blanc : évasion fiscale, pots-de-vin et autres arrangements avec la comptabilité. Aucun oligarque n'a été convaincu de trafic de drogue, de prostitution ou de toute autre activité impliquant la vente d'une marchandise interdite à la commercialisation.

LA CORRUPTION N'EST PAS L'APANAGE DE LA MAFIA

Un amalgame fréquent fait que l'on associe corruption à mafia, quitte même à ce que corrupteurs et corrompus soient indifféremment et simultanément traités de mafieux. Certes, la mafia a recours à la corruption. Malheureusement, la pratique de la corruption ne se limite pas à la présence mafieuse et est beaucoup plus étendue qu'elle. Par ailleurs, les rapports de corruption sont extrêmement variés et peuvent impliquer aussi bien des individus que des groupes, provenir de l'État ou avoir pour cible l'État. Cela donne une typologie très large des relations de corruption.

La mafia fait partie des corrupteurs et se sert de cela en particulier pour obtenir des contrats de travaux publics ainsi que pour pouvoir gérer ses affaires tout en limitant les risques d'être poursuivie par les forces de l'ordre. Il s'agit d'une corruption exercée par et pour l'organisation dans son ensemble : elle est basée sur le pouvoir d'intimidation et de conditionnement de l'organisation mafieuse. La corruption mafieuse vise les hommes politiques au pouvoir : la mafia est corruptrice et certains politiciens corrompus. Mais il faut faire attention déjà à ne pas mélanger les

catégories : ne sont ici mafieux que les corrupteurs. Un homme politique corrompu ne peut par essence être aussi un mafieux : il en est complice mais ce n'est pas un affilié. Rien que de très logique à cela : si l'individu corrompu est lui aussi considéré comme mafieux, cela veut dire que les relations internes à la mafia sont régies par la corruption ce qui n'a évidemment pas de sens pour une organisation. L'existence de la corruption est la preuve que la sphère politique est extérieure à la mafia, même si d'évidents rapports de collusion existent. Enfin, la mafia recourt à la corruption mais peut vivre sans : la corruption n'est pas la caractéristique fondamentale de la mafia ; plusieurs de ses activités ne nécessitent pas le versement de pots-de-vin. Déduire de cas de corruption qu'il y a présence mafieuse est donc erroné ; cela est d'autant plus vrai lorsque ces cas se manifestent dans des pays extrêmement pauvres comme en Afrique subsaharienne. La mafia (voir chapitre 11) n'apparaît que dans les zones où un véritable potentiel de croissance est activé ; la corruption frappe indifféremment pays riches et pays pauvres.

Dans la multitude d'exemples de corruption où la mafia est totalement hors de cause, nous retiendrons deux cas de figure : le cas où c'est un individu isolé qui corrompt des autorités publiques, d'une part ; le cas où le corrupteur est directement l'État, d'autre part.

Le cas déjà cité des oligarques russes constitue un exemple de corruption non mafieuse. Mais ce cas de figure ne se limite pas à la Russie et est assez répandu. Le procès de Rafik Abdelmoumène Khelifa qui s'est tenu en 2007 en Algérie en est une nouvelle illustration. Fils d'un ministre du premier gouvernement de l'Algérie indépendante, Rafik Khelifa a réussi à créer un empire financier apparemment fondé sur les fuites de capitaux, la falsification de signatures et le détournement de ressources. L'enquête menée pour éclaircir les soupçons portant sur cet empire a conduit sur le banc des accusés un chef de gouvernement et des ministres soupçonnés d'avoir fermé les yeux voire d'avoir participé aux détournements. Lors du procès, le directeur général d'une des sociétés du groupe, la Khelifa Groupe Protection et Sécurité (KGPS), a reconnu que sa société ne disposait pas de l'agrément pourtant nécessaire à l'exercice de l'activité. L'entreprise employait pourtant environ neuf cents agents qui assuraient la sécurité des

invités étrangers du groupe Khelifa et transportaient les fonds de la El Khelifa Bank des agences vers la Banque centrale algérienne. Cette activité visible de tous s'est poursuivie pendant trois années, au vu et au su de hautes personnalités de l'État en contact direct avec Rafik Khelifa sans que jamais l'activité ne soit sanctionnée pour absence d'agrément. Il est évident que Khelifa a bénéficié de protections au plus haut niveau de l'État algérien. Les ministres, magistrats, hauts fonctionnaires et gradés de la police qui ont sûrement été grassement rétribués pour fermer les yeux sur les arrangements avec la loi de Rafik Khelifa ont été blanchis par la chambre d'accusation. En fuite, Khelifa est, lui, inculpé et passible de la perpétuité pour corruption pour un préjudice estimé à 1,5 milliards de dollars. Il importe peu, ici, de savoir si Khelifa est coupable seul ou si d'autres personnes doivent payer avec lui. La question est de savoir pourquoi on ne peut pas parler de mafia algérienne. La réponse est claire à la lecture des chapitres précédents : Rafik Abdelmoumène Khelifa n'est pas à la tête d'une organisation mafieuse. Ses agissements visaient son enrichissement et éventuellement celui de ses proches. La corruption des hautes sphères de l'État n'a servi que ses intérêts propres et il a profité du réseau de connaissances tiré de sa naissance puisqu'il était fils d'un ancien ministre. Son rapport à la politique n'a pas été d'influencer les votes comme l'auraient fait des mafieux. À la différence de ces derniers qui s'adaptent à tout gouvernement et conservent la stabilité de leurs affaires, Rafik Khelifa aurait eu tout à perdre d'un changement dans la coalition politique au pouvoir. En ce sens, on se trouve face à un homme qui n'a pas hésité à contourner la loi et à corrompre afin d'assurer son enrichissement personnel.

Il existe une autre configuration où la corruption n'est pas un indice de mafia : celui où l'initiative de la corruption vient des structures étatiques mêmes. C'est le cas dans beaucoup de pays en voie de développement où des fonctionnaires essaient de tirer profit de leur situation pour dégager une véritable rente en plus de leur salaire. Dans ce cas-là ce sont les citoyens, les entrepreneurs qui sont victimes de la corruption et, s'ils paient des pots-de-vin, ce n'est pas de leur initiative mais parce que cela est exigé par certains fonctionnaires. Le corrupteur (dans le sens d'initiateur du rapport de corruption) n'est donc pas forcément celui qui paye.

Dans les cas de corruption chronique, les plus élémentaires des démarches administratives sont soumises au prélèvement d'une «taxe» par des fonctionnaires peu scrupuleux. Nul n'est besoin pour le fonctionnaire de faire partie d'une association mafieuse : chacun agit pour son propre compte et le versement d'une «petite enveloppe» est finalement perçu comme un des privilèges implicites du fonctionnaire et donc une motivation pour obtenir un tel poste. Cela peut bien sûr conduire à une corruption pyramidale, le petit fonctionnaire reversant une partie de ces sommes à son supérieur.

LA MAFIA N'A PAS DE CHEF CHARISMATIQUE

S'il est un élément qui doit tout de suite faire comprendre que l'on n'est pas en présence d'une mafia, c'est bien l'existence d'un chef charismatique dans un groupe criminel. La mafia a bien des chefs, certains disposent d'une certaine aura mais tous s'effacent devant leur successeur et aucun ne va lier le sort de la mafia à son propre sort. Avec la mafia, aucun membre n'est irremplaçable ; seule l'association et sa pérennité comptent. Il est même arrivé, lors de cas du remplacement d'un chef mafieux, qu'un candidat à la succession soit refusé parce que trop «visible» et donc constituant une menace potentielle pour le devenir de l'association criminelle.

Certes, s'il y a chef charismatique dans une bande criminelle, on se situe bien dans le cadre d'une organisation ce qui est l'un des éléments constitutifs de base d'une mafia. Cependant, la présence d'un chef charismatique empêche le développement d'une véritable mafia car elle est facteur de disparition de l'organisation alors que la mafia se caractérise par sa pérennité. En effet, si la dimension charismatique du chef est forte, le sort du groupe créé et le sort du chef deviennent intimement liés au point que la probabilité que l'association survive à la disparition ou au retrait du chef s'avère extrêmement faible pour ne pas dire nulle. On a là une opposition de structure forte avec la mafia : dans cette dernière, la structure domine l'individu, y compris celui qui, à un moment donné, en est chef ; dans un groupe mené par un chef charismatique, le chef domine la structure et, s'il en est le fondateur, il en est aussi généralement le fossoyeur.

Des bandes criminelles organisées n'ont ainsi pas survécu à leur chef. C'est le cas de la « bande à Bono » dans le cadre du grand banditisme français. De même, Francis Vanverberghe, dit « Francis le Belge », parrain de la pègre marseillaise, ne laisse pas après son assassinat de structure organisée capable de continuer à gérer l'ensemble de ses activités délictueuses. Les chefs du « Milieu », s'ils savent constituer des équipes criminelles à leur service, ne laissent généralement aucun héritage organisationnel à leur mort ou à leur arrestation. Cela n'est pas sans impact sur la lutte contre le crime : alors qu'il est possible de décapiter une structure de ce type en arrêtant son leader, l'arrestation d'un chef mafieux en cavale est une victoire contre l'impunité mais ne signifie jamais la fin de la lutte contre la mafia. En témoigne l'arrestation, après plus de quarante ans de cavale, de Bernardo Provenzano : loin de conclure à la fin de Cosa nostra, les forces de l'ordre se sont immédiatement interrogées sur le successeur le plus probable au chef déchu et, depuis, tout assassinat, toute interception téléphonique ou autre indice est déchiffré en fonction de cette interrogation.

LA MAFIA N'EST NI RÉVOLUTIONNAIRE, NI TERRORISTE

Dans beaucoup de discours politiques et journalistiques, mafia et terrorisme sont trop souvent associés. La raison de cet amalgame – à nouveau totalement fallacieux – tient peut-être au fait que les deux phénomènes constituent les menaces majeures pour nos sociétés depuis la fin de la guerre froide. Mais les assimiler tient de l'absurde car mafieux et terroristes poursuivent des buts totalement antithétiques et ont des convictions absolument incompatibles. Seule l'illégalité les rapproche, et encore, même dans ce domaine, leurs champs d'action ne se chevauchent pas. L'impossibilité de regrouper sous une seule et même étiquette mafieux et terroristes peut être synthétisée autour de deux points fondamentaux de divergence : le rapport à l'ordre établi, d'une part ; le rapport à la notion d'idéologie, d'autre part.

Pour faire très bref, on pourrait dire que, là où le terrorisme est révolutionnaire, la mafia est conservatrice. Le terrorisme peut, dans sa relation au pouvoir existant, aux forces de l'ordre, être

comparé dans une certaine mesure au brigandage. Comme le brigand, le terroriste se met au ban de la société dont il rejette les lois qu'il combat par la violence. Le terroriste cherche avant tout à frapper les esprits et à imposer un ordre nouveau. Il ne cherche pas à attirer la sympathie de la population mais s'appuie sur la terreur en frappant indifféremment les foules. L'éventuelle émulation qu'un acte terroriste peut susciter chez certaines personnes reste un effet marginal, réservé à une minorité d'«élus». On pourra dire que, par rapport au mafieux, le résultat est le même : la soumission de la population civile. Certes, mais les méthodes et l'objectif final ne se ressemblent en rien. Le mafieux ne cherche pas à renverser l'ordre établi : au contraire, il souhaite une cohabitation avec l'État afin de préserver ses intérêts. Cela indique un aspect très important et souvent mal perçu de la mafia. Il arrive, y compris chez des chercheurs, que l'on évoque la thèse selon laquelle l'État ne serait qu'une mafia qui a mieux réussi que les autres. Cette théorie, outre le fait qu'encore une fois elle banalise la notion de mafia et jette le doute sur les institutions démocratiques, relève d'une incompréhension de ce qu'est réellement une mafia. La mafia ne cherche pas à prendre la place de l'État, elle ne vise pas l'instabilité politique ou l'établissement d'une dictature. La mafia a besoin de l'État pour se présenter comme une alternative privée plus efficace que celui-ci. La mafia tire sa force d'une double relation aux organes étatiques en place :

- au niveau de son implantation territoriale, elle joue sur un antagonisme entre une mafia offrant protection et justice et un État incompétent et lent ;

- au niveau politique, la mafia propose une relation donnant-donnant aux hommes politiques : en échange de faveurs (travaux publics, lutte minimale contre le crime...), la mafia soutient électoralement les candidats acceptant le marché.

Ce marché ne peut fonctionner que si la mafia n'assume pas directement de charges politiques. La mafia ne remettra en cause ce pacte plus ou moins tacite que lorsqu'elle sent que les hommes politiques remplissent moins bien leurs promesses. Là, la mafia peut en arriver, comme le terroriste, à assassiner et, dans le cas de 1992, à Milan et Rome, à placer des bombes. Mais ces attentats n'ont pas les caractéristiques du terrorisme politique et religieux tel que celui pratiqué par Ben Laden. La stratégie de la terreur

créée des holdings afin de contrôler la chaîne la plus diffusée en Russie, ORT, ainsi que plusieurs quotidiens. Ces médias sont mis au service de la campagne présidentielle de Eltsine en 1996. Berezovsky se présente alors comme un fervent partisan de l'économie de marché et de la libéralisation à cadence accélérée. Il investit l'arène politique et réussit à devenir député en 1999 dans une région du Caucase où peu de personnes se souviennent l'avoir un jour vu. Toujours en 1999, il obtient avec d'autres la nomination de Vladimir Poutine, jusqu'alors peu connu, au poste de Premier ministre. Mais lorsque ce dernier devient, en 2000, président suite à la démission surprise de Eltsine, il ne fera pas preuve de gratitude, bien au contraire.

Poutine réclame une enquête sur l'enrichissement de Berezovsky. La justice russe l'accuse de fraude généralisée et de corruption. L'entrée dans le capital d'Aeroflot est particulièrement visée. Depuis octobre 2001, afin d'échapper au sort de Khodorkovsky, Boris Berezovsky, alias Platon Elenine, vit en exil à Londres et dans le sud de la France. Il a été contraint de vendre plusieurs holdings et l'État russe a repris le contrôle de ses deux chaînes de télévision ORT et, moins connue, TV6.

En quoi ces oligarques ne peuvent-ils pas être qualifiés de mafieux ? Les raisons sont multiples qui vont du contexte historique spécifique, à la non appartenance à une organisation en passant par l'absence d'entreprises illégales à la base de l'enrichissement de ces oligarques ; leur principal tort a souvent été de s'enrichir là où le reste de la population s'appauvissait.

Le cas des oligarques russes mérite d'être replacé dans son contexte économique et politique, non pas pour faire des oligarques des enfants de cœur mais pour mieux en comprendre les agissements. Dans les trois exemples cités, mais cela vaut pour l'ensemble des oligarques, le début de l'ascension économique coïncide avec la perestroïka et les nouveaux espaces de liberté économique que Gorbatchev a su ouvrir. Au départ donc, les oligarques sont simplement des citoyens se distinguant par un esprit d'initiative et d'entreprise plus marqué que chez leurs concitoyens. Rien de répréhensible à cela. Survient ensuite le passage véritable à l'économie de marché et c'est là que la frontière entre comportement légal et illégal se brouille fortement. La transition s'accompagne d'un vide juridique : l'ancien système socialiste n'est

prêt à mourir pour des idées. Seul le pragmatisme des affaires le guide.

ON NE CHOISIT PAS D'ÊTRE MAFIEUX, LA MAFIA VOUS CHOISIT

Un dernier point permet d'établir une ultime distinction entre ce qui est de la mafia et ce qui ne l'est pas. Il peut paraître anecdotique à première vue mais, au fond, il ne l'est pas tant que ça car toutes les distinctions énoncées précédemment dans ce chapitre peuvent également s'y rapporter. En une formulation simple, il revient à dire qu'on ne choisit pas d'être mafieux et que c'est la mafia qui vous choisit. En d'autres termes, toute personne s'auto-intronisant mafieux n'en est forcément pas un. La mafia pourrait être comparée – sur un mode un peu souriant qui ne doit cependant pas faire oublier la gravité du problème qu'elle pose – à une Appellation d'Origine Contrôlée.

Être mafieux n'est pas un choix individuel comme peut l'être celui du brigandage, du terrorisme ou de la corruption. Tout au plus, un aspirant mafieux peut-il espérer attirer l'attention d'un chef mafieux. Mais même là, le jeu est risqué. La mafia n'apprécie guère ni les têtes brûlées cherchant à attirer outrageusement les regards, ni les « contrefaçons » cherchant à utiliser la dénomination mafia sans être membres faits. À ce jeu-là, de petits criminels ont perdu la vie. La mafia choisit donc elle-même ses membres en s'appuyant généralement sur un système de parrainage des nouvelles recrues pour plus de garanties. De là les rituels tels que la cérémonie d'initiation, des signes distinctifs comme un argot commun ou des tatouages : tous ces éléments ne se retrouvent pas – ou du moins pas à la même échelle et jamais à un niveau transgénérationnel – chez les brigands, terroristes et autres bandits. D'apparence quelque peu folklorique, ces éléments sont pourtant déterminants pour l'« AOC mafia ». Ils montrent encore une fois que la mafia en tant qu'organisation s'impose aux individus et non l'inverse. Ce qui signifie aussi que nul individu n'est en mesure de prononcer la dissolution d'une mafia...